



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 08 janvier 2023 N° 491 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire



(Ouvriers travaillant dans une usine de traitement du latex avant l'exportation)

15.000 Francs CFA d'augmentation, une aumône !

- **Sommaire au verso**
-

Sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire : 15.000 Fr d'augmentation, une aumône.

Pages 3 à 5

► **Côte d'Ivoire** : leur « bonne année », ils peuvent se la garder !

► Manifestation contre la hausse du coût du transport

► Brassvoire : non aux licenciements !

► Noix de cajou : exploitation à domicile

Pages 5-6

Côte d'Ivoire-Mali : Travailleurs ivoiriens et maliens : mêmes ennemis et même combat !

Pages 6

Sénégal : lutte contre la vie chère : des promesses sans lendemain

Page 7

Madagascar : les riverains d'une mine confrontés à la pollution de la terre et des eaux.

Pages 8-9

En Afrique et dans le monde

► Leur prétendue lutte contre la faim et la malnutrition.

► Football : surtout une affaire de gros sous

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Éditorial

P.2

CÔTE D'IVOIRE : 15.000 FRANCS D'AUGMENTATION, UNE AUMÔNE !

Les bourgeois et leur gouvernement, dans leur grande largesse, ont fait passer le salaire minimum de 60.000 Fr à 75.000 Fr (114,42 Euros) à compter du mois de janvier 2023. Ce Smig de misère, même augmenté de 15.000 Fr (22,88 Euros) reste une misère au regard de la cherté de la vie. Cela n'a pas empêché Ouattara de le présenter comme une mesure permettant de lutter contre la vie chère. Cela illustre bien l'arrogance de la classe dominante envers les classes populaires, plus particulièrement envers les travailleurs. C'est en même temps le résultat du rapport de force actuel entre la bourgeoisie et le prolétariat. Les capitalistes ne paieront que ce que les travailleurs sont capables d'imposer par leurs luttes collectives !

Rappelons que les travailleurs de la zone industrielle de Yopougon qui étaient en grève en octobre 2022 revendiquaient un revenu mensuel minimum de 300.000 Fr et aussi la fin du travail de journalier sous toutes ses formes. Lors de cette grande grève, ils ont pu démontrer leur combativité et leur capacité d'organisation pour paralyser l'ensemble de cette zone industrielle. Ils ont réussi à faire peur aux capitalistes et au pouvoir qui a envoyé la police pour venir au secours des exploités.

Cette mobilisation des travailleurs n'a pas réussi à faire plier les capitalistes. Il faudra continuer le combat en s'appuyant sur les expériences acquises lors de ce mouvement. La principale leçon à tirer de cette première grande mobilisation est que les travailleurs doivent diriger eux-mêmes leurs grèves, élire leurs représentants et leur demander des comptes en exigeant par exemple des assemblées générales permettant aux travailleurs, syndiqués ou pas, de s'exprimer librement sur la conduite de leur mouvement. La mise en place de comités de grève, comités d'usine ou de quartier permettra aussi aux travailleurs de mieux s'organiser et de contrôler leurs luttes à tous les niveaux. À défaut de cela, on a vu comment les dirigeants des syndicats, quand bien même ils étaient petits et partageaient le quotidien des travailleurs, les ont trahis dès la première occasion qui s'est présentée à eux.

Ce sont ces luttes à venir qu'il s'agit dès maintenant de discuter et de préparer.

LEUR « BONNE ANNÉE », ILS PEUVENT SE LA GARDER !

Comme tous les ans, la nouvelle année est une occasion pour les bourgeois et leurs hommes politiques d'adresser aux populations pauvres leurs vœux traditionnels pleins d'hypocrisie. Ce sont ceux-là mêmes qui répriment, emprisonnent et licencient les travailleurs à la moindre grève contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail. Ils nous méprisent et nous traitent comme des esclaves qui doivent s'agenouiller devant le maître. Nous, ce qu'on leur souhaite ce n'est pas une bonne année 2023 mais une année de lutte sociale contre leur domination et leur système capitaliste qui nous réduit à la misère alors que c'est nous les travailleurs de villes et des campagnes qui produisons toutes les richesses !

À l'endroit des capitalistes, Alassane Ouattara a annoncé que 2023 sera encore plus florissante pour leurs affaires que 2022. Ils peuvent compter sur le pouvoir de Ouattara comme ils ont pu compter sur les pré-décesseurs de celui-ci quand ils étaient aux affaires. Cela a toujours été sur le dos des travailleurs et des petits paysans et cela continuera tant que les exploités ne renverseront pas le système sur lequel est bâti leur société profondément inégalitaire.

La revalorisation du revenu des fonctionnaires et l'augmentation de 15 000 Fr du Smig, passant à 75.000 Fr, ont été présentées comme des mesures permettant aux petits salariés de faire face à la flambée des prix. C'est de la poudre aux yeux ! De nombreux travailleurs perçoivent déjà ce salaire dans les usines et les chantiers mais ils tiennent la langue à peine le nouveau mois entamé. 300.000 Fr (environ 458 euros) par mois, c'est le revenu minimum que les tra-

vailleurs de la zone industrielle de Yopougon ont exigé durant leur mouvement de grève en octobre 2022. Ils ne les ont pas obtenus mais il y aura encore d'autres luttes à engager pour imposer cette revendication vitale.

L'année 2023 sera également une année électorale (municipale, législative et régionale). Ouattara a appelé « *la classe politique, les chefs traditionnels et les leaders religieux, à se mobiliser pour... des élections sans violences...* ». Mais ce sont eux tous, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, qui sont à l'origine des tueries depuis plus de 30 ans. Ce sont eux qui, pour conquérir le pouvoir ou pour s'y accrocher, alimentent les propagandes à connotation ethnique, xénophobe ou religieuse opposant les populations les unes contre les autres. Chaque élection est pour eux une occasion de semer la haine et la violence au sein de la population.

Voilà pourquoi, année électorale ou pas, les travailleurs n'ont rien de bon à attendre dans quelque domaine que ce soit des politiciens actuellement au pouvoir ou de ceux qui aspirent à prendre leur place. Ils n'obtiendront rien sans engager des luttes contre la bourgeoisie capitaliste et contre l'État à son service.

Pour mener à bien leurs futures grèves, les travailleurs ont tout intérêt à en garder le contrôle démocratique du début à la fin et se méfier des faux amis qui voudront parler en leur nom pour mieux les trahir. Or, il arrive trop souvent que les travailleurs confient la direction de leur grève à des dirigeants syndicaux qui ont d'autres objectifs en vue : à monnayer par exemple la mobilisation des travailleurs auprès des

autorités politiques ou du patronat pour obtenir quelques miettes en faveur de leur boutique syndicale quand ce n'est pas pour eux-mêmes.

Alors, souhaitons qu'en 2023, il y aura comme un « bis » de la dernière grande

grève des travailleurs de la zone industrielle de Yopougon, cette fois-ci dirigée et contrôlée par les grévistes eux-mêmes. L'année 2023 pourra alors réserver de bonnes surprises et ouvrir peut-être des perspectives d'avenir pour les travailleurs et les populations pauvres.

Côte d'Ivoire

MANIFESTATION CONTRE LA HAUSSE DU COÛT DU TRANSPORT

Des jeunes ont manifesté récemment dans la ville de Sikensi, située à 80 km d'Abidjan, contre la hausse subite du coût du transport. En effet, les tarifs pour les taxis ont connu une hausse de 100 F sur chaque trajet, passant de 200 F à 300 F ou de 300 F à 400 F. Concernant la ligne Sikensi-Abidjan, le tarif est passé de 1000 F à 1300 F.

Des barricades ont été dressées par les manifestants pour filtrer le passage et bloquer les véhicules de transports en commun desservant la ville. Les manifestants veulent que cette augmentation soit supprimée immédiatement.

Les travailleurs dans les grandes villes comme Abidjan subissent de plein fouet l'augmentation continue du coût du

transport. L'un des postes de dépense le plus élevé pour les familles ouvrières, c'est le transport qui occupe au moins 30% du revenu. Aux heures de pointe ou au moindre embouteillage, le coût du transport peut passer du simple au double. Souvent, le même trajet est divisé en plusieurs tronçons, ce qui peut facilement tripler son coût.

Et pourtant, le gouvernement ne rate aucune occasion pour crier à qui veut l'entendre qu'il ne tolérera aucune augmentation du transport. C'est comme qui dirait, « *le chien aboie, la caravane passe* ».

Une réaction vigoureuse des travailleurs est nécessaire pour remettre les pendules à l'heure.

BRASSIVOIRE : NON AUX LICENCIEMENTS !

Les travailleurs de Brassivoire, une filiale de Heineken (multinationale de la bière) basée au Km 24, sont engagés dans un bras de fer avec leur direction. Et pour cause, cette direction a annoncé le licenciement d'une vingtaine de travailleurs en début de l'année 2023 pour un soi-disant motif économique. La direction a argué que l'entreprise serait impactée par les effets du covid et de la guerre en Ukraine...

Le covid et la guerre en Ukraine sont devenues des motifs passe-partout pour justifier toutes les attaques contre le monde du travail. Sauf que cette fois-ci la pilule passe mal et cette direction est tombée sur un os car les travailleurs se sont mobilisés et menacent de bloquer l'entreprise si elle procède effectivement au renvoi de leurs collègues.

Non seulement ils rejettent ces licenciements mais ils exigent que cette direction qui parle de « *motifs économiques* » publie ses comptes pour que tout monde se rende

compte de ses prétendues difficultés. L'issue de ce bras de fer dépendra de la mobilisation des travailleurs et de leur capacité à aller au bout de leur lutte.

Côte d'Ivoire

NOIX DE CAJOU : EXPLOITATION À DOMICILE

À Yopougon-Gesco, des femmes nettoient à domicile et dans les petits ateliers des noix de cajou déjà décortiquées à l'usine. Elles vont chercher des sacs de noix à un point de distribution dans le quartier. Le travail consiste à débarrasser l'amande de la pellicule qui l'entoure. Pour un sac d'environ 25 kg il faut trois à quatre jours de travail pour un salaire de 2 500 F (3,81 euros) ! En cas de perte de poids c'est la travailleuse qui rembourse à raison de 7 000 F (10,67 euros) le kg. L'entreprise ne fournit

aucun outil de travail. À chacune d'apporter son couteau, ses cuvettes pour travailler. Souvent les enfants et autres sont mis à contribution, tout cela pour un misérable salaire qui ne peut même pas assurer la nourriture quotidienne. Elles sont totalement livrées à elles-mêmes en cas d'accident de travail.

C'est la misère qui pousse ces mères de famille à faire ce travail mal payé et parfois dangereux à défaut de trouver mieux.

Côte d'Ivoire - Mali

TRAVAILLEURS IVOIRIENS ET MALIENS : MÊMES ENNEMIS ET MÊME COMBAT !

Les 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis le mois de juillet 2022 ont été libérés le 7 janvier 2023 après avoir été graciés par Assimi Goïta, le chef de la junte malienne. Cette « *grâce présidentielle* » a été accordée après un simulacre de procès à Bamako quelques jours plus tôt et au cours duquel les soldats ivoiriens ont été accusés d'être des « *mercenaires* » et d'« *atteinte à la sûreté de l'État* » puis condamnés à 20 ans de réclusion et 2 millions de francs CFA d'amende chacun.

Leur retour à Abidjan a été organisé pompeusement par l'État ivoirien : tapis rouge, télé et tout le tintouin présidentiel. Ouattara en personne a fait le déplacement jusqu'au pied de l'avion, histoire de montrer

que cette libération a été son œuvre personnelle. Les médias gouvernementaux n'ont pas manqué de faire des gros plans sur les larmes de joie et la liesse des familles de soldats venues massivement à l'aéroport pour présenter tout cela comme un signe de remerciement affectueux destiné au président.

Pour ce dernier et les médias à sa dévotion, c'était bien sûr une occasion en or pour distiller un discours nationaliste sous forme d'hommage « *aux vaillants soldats* » et la non moins vaillante armée ivoirienne, etc. Ces cocoricos sont bien entendus destinés à tromper la population, plus particulièrement celle des quartiers populaires qui souffre des bas salaires et de la vie chère, et

lui faire croire que le président et son gouvernement agissent pour la protéger contre on ne sait quels « *ennemis extérieurs* ».



Le 07 janvier 2023, Ouattara est venu poser en sauveur devant les soldats ivoiriens revenus à Abidjan après 6 mois de détention au Mali.

Une chose est sûre, c'est que les ennemis des travailleurs sont d'abord dans leur propre pays. Ce sont les capitalistes qui les exploitent à mort pour une poignée de cacahuètes ainsi que l'État national qui protège ces prédateurs avec sa police et son armée. Personne n'ignore que ces forces de l'ordre sont surtout « *vallantes* » lorsqu'il s'agit de

réprimer et de racketter les populations pauvres !

Aucun travailleur de Côte d'Ivoire ne doit se laisser berner par le discours ambiant xénophobe et anti-malien qui fleurit sur les réseaux sociaux locaux !

De leur côté, les travailleurs maliens subissent aussi le même discours nationaliste propagé par le clan des putschistes au pouvoir. En faisant du tapage médiatique autour de l'arrestation des soldats ivoiriens, Assimi Goïta a aussi trouvé une occasion en or pour tromper son propre peuple et avant tout les travailleurs maliens qui souffrent des mêmes maux que leurs frères de Côte d'Ivoire.

L'État malien comme son semblable de Côte d'Ivoire est avant tout au service des exploiters locaux et internationaux qui pillent les richesses du pays avec la complicité des dirigeants locaux, civils ou galonnés. Le discours anti-français, anti-CEDEAO qui fleurit à Bamako n'est qu'un paravent pour embrigader les populations pauvres derrière leur propre dictateur.

Sénégal

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE : DES PROMESSES SANS LENDEMAIN

Au mois de novembre dernier, la crainte d'une révolte contre la vie chère avait conduit Macky Sall à annoncer quelques mesures soi-disant urgentes pour calmer les habitants des quartiers populaires. C'est ainsi qu'il avait annoncé solennellement « *55 mesures entraînant des baisses immédiates sur les prix des produits et services de consommation courante, etc.* », que les loyers allaient baisser, et patati et patata.

Deux mois après, les fameuses baisses « *immédiates* » se font toujours attendre. Ce n'est pas la première fois que le président sénégalais promet des choses et ne les réalise pas, mais à force de trop tirer sur cette corde, il finira par récolter ce qu'il mérite. Les travailleurs et leurs familles qui souffrent dans les quartiers populaires ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et leur luttes collectives pour améliorer leurs conditions d'existence.

LES RIVERAINS D'UNE MINE CONFRONTÉS À LA POLLUTION DE LA TERRE ET DES EAUX

Les pêcheurs et les agriculteurs qui habitent près de la mine d'extraction d'ilménite, de monazite et de zirsil près de la ville de Tolagnaro (Fort-Dauphin) sont depuis des années victimes de la pollution de leur environnement. Depuis plusieurs années, la mine qui appartient à QMM, filiale du géant mondial Rio Tinto, empoisonne l'environnement. Un grand lac qui approvisionne la ville de Tolagnaro en eau douce est devenu radioactif à cause des déchets rejetés par la mine. Les poissons de la zone côtière périssent en masse et les terres avoisinantes deviennent stériles et impropres à l'agriculture. Beaucoup de personnes sont malades et le centre de santé est submergé par des personnes intoxiquées. Le nombre d'enfants morts nés augmente de façon exponentielle.

La population est mobilisée contre les patrons de la mine et aussi contre l'État qui tire profit en possédant 20% des actions. Des analyses des déchets sont effectuées par les exploiters eux-mêmes et les résultats rendus publics sont toujours déclarés satisfaisants. Pour calmer la colère de la population riveraine, les responsables de la mine ont, il y a quelques mois, fait don de six bœufs et de quelques sacs de riz, c'est-à-dire une compensation dérisoire par rapport aux préjudices supportés par la population.

Actuellement la colère des victimes de cette situation catastrophique est grande. Les gens ont barré toutes les routes menant à la mine et font le piquet devant les barrages. Quelques ouvriers de la mine dont les familles et proches subissent les

conséquences de la pollution se sont joints au mouvement de résistance de la population : ils ont été immédiatement licenciés. Les activités de la mine sont à l'arrêt et la ville de Tolagnaro est privée d'électricité durant une grande partie de la journée car c'est la mine qui fournit le carburant de la centrale électrique.

Le gouvernement a dépêché deux ministres sur les lieux. Ces personnes multiplient les appels au calme et déclarent qu'à partir de maintenant ce sont les autorités qui prendront à leur charge les frais de dédommagements auxquels les victimes ont droit. Ces vagues promesses sont loin de calmer la colère de tous les laissés-pour-compte de l'exploitation capitaliste.



Une partie du site d'extraction d'ilménite et d'autres « terres rares » à Tolagnaro (Fort-Dauphin). L'entreprise est implantée sur plusieurs centaines d'hectares et appartient à la multinationale Rio Tinto.

LEUR PRÉTENDUE LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Le 8 décembre dernier s'est tenue à Abidjan une réunion pompeusement qualifiée de « *de haut niveau* » sur la nutrition en Afrique. Ce fut une occasion de plus pour ces messieurs ayant le ventre plein à craquer de se pavaner dans des grands hôtels de luxe. Ils ne se sont pas fait prier pour brasser de l'air et pondre des discours pompeux, histoire de montrer qu'ils se soucient un peu du sort des populations pauvres qui font face à la faim et à la malnutrition.

Tout a été dit sauf l'essentiel, à savoir que la faim et la malnutrition sont inhérentes au système capitaliste. Aujourd'hui, les moyens matériels, techniques et humains existent pour éradiquer définitivement la faim dans le monde.

Sauf que ces grands moyens de production sont la propriété privée d'une poignée de grands capitalistes. Ils ne les mettent en œuvre que lorsque cela leur rapporte un maximum de profits.

Lorsque les profits ne sont pas suffisants à leurs yeux, ils retirent leurs capitaux et les investissent dans d'autres domaines plus profitables, comme par exemple, dans la spéculation financière ou encore dans la fabrication d'armes, même si cela est nuisible à l'humanité. Le sort des pauvres affamés, ils n'en ont cure !

C'est pourquoi, parler de lutter contre la faim et la malnutrition sans parler de lutter contre le capitalisme, c'est bavarder pour ne rien dire.

FOOTBALL, SURTOUT UNE AFFAIRE DE GROS SOUS

Le rideau est tombé sur la seine de la coupe du monde de football au Qatar. Elle a donné beaucoup d'émotions aux amoureux du ballon rond. Mais pour les capitalistes du béton, de la télécommunication, de l'hôtellerie et de la publicité, ce fut surtout du business qui a rapporté énormément d'argent. Le Qatar a dépensé 220 milliards de dollars pour organiser cette compétition. Un coût pharaonique par rapport aux éditions précédentes. À titre de comparaison, l'Allemagne a dépensé 4,3 milliards de dollars en 2006 et la Russie 11,6 milliards de dollars en 2018. Cela explique aisément les scandales de corruption à répétition qui ont émaillés l'octroi de ce mondial.

Dans une moindre mesure, la Côte d'Ivoire se prépare pour l'organisation de la CAN (Coupe d'Afrique des Nations) en janvier de l'année prochaine. Officiellement cela va coûter en investissement environ 500 milliards de francs CFA, soit en gros un peu moins d'un milliard de dollars.

Ces compétitions sportives servent donc doublement. En plus d'être un exutoire pour canaliser les foules et cultiver en elles le nationalisme, elles offrent aux capitalistes de nouveaux marchés. Le foot c'est de moins en moins du sport et de plus en plus une affaire de gros sous.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

